

Burundi : validation de normes scolaires pour une "éducation de qualité"

@rib News, 08/05/2018 Source Xinhua Le gouvernement du président burundais Pierre Nkurunziza a validé un document relatif aux normes et standards des constructions et équipements scolaires (NSCS) destinés à améliorer l'accès à une "éducation de qualité" dans le pays.

Cette validation est intervenue à l'issue d'un atelier ad hoc qui avait réuni les professionnels de l'éducation à Bujumbura sous l'égide de la ministre burundaise de l'Éducation et de la Formation technique et professionnelle, Janvière Ndirahisha, qui avait rehaussé de sa présence ces assises d'une journée organisées en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). "Avec la validation de ce document, les professionnels du secteur de l'éducation au Burundi et le gouvernement burundais se voient désormais dotés d'un outil important pour relever le défi majeur portant sur l'existence des constructions scolaires ne répondant pas aujourd'hui aux normes requises pour une éducation inclusive au Burundi, en l'occurrence les infrastructures scolaires rigées sans la prise en compte de l'accès à l'intérieur des salles de classe par les enfants handicapés", a expliqué Jérôme Nyabenda, directeur du Bureau des infrastructures scolaires, des équipements et de la maintenance au sein du ministère burundais de l'Éducation et de la Formation technique et professionnelle, au cours d'une interview exclusive accordée à Xinhua. À présent, les professionnels du secteur de l'éducation ont déterminé les orientations pour la construction de salles de classe au Burundi à tous les échelons du système éducatif national. Outre l'accessibilité pour les personnes handicapées, les nouvelles normes visent également à améliorer les conditions d'hygiène dans les établissements scolaires. "Le gouvernement burundais va rectifier le tir en la matière en multipliant les installations d'accès à l'eau potable et en faisant la promotion du lavage des mains. De telles innovations vont impliquer la vulgarisation des systèmes de forage pour les établissements scolaires éloignés des réseaux d'adduction d'eau", explique M. Nyabenda. Pour sa part, Mme Ndirahisha a recommandé que la promotion de ces normes au Burundi tienne compte de la politique burundaise de protection du patrimoine environnemental. "L'utilisation massive et non réglementée des briques de terre cuite comme matériaux de construction scolaire est également une préoccupation de taille, eu égard à la problématique environnementale actuelle que représente la déforestation", a fait remarquer la ministre. Le gouvernement burundais encourage plutôt les initiatives alternatives comme l'utilisation de "blocs de terre comprimés stabilisés" (BTCS), a-t-elle indiqué.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});